

D'après le FMI, la zone euro a besoin d'un véritable « new deal »

La croissance de 1,2 % en 2014 reste très insuffisante. Le FMI exhorte la BCE et l'Allemagne à faire plus d'efforts.

JEAN-PIERRE ROBIN
jprobin@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À WASHINGTON

1%

C'est l'estimation de la croissance pour la France en 2014 (1,5 % en 2015)

CROISSANCE Bonne nouvelle, tous les pays de la zone euro, y compris la Grèce, vont renouer avec la croissance cette année. Après un recul de 0,5 % en moyenne en 2013, le PIB de l'Union monétaire devrait augmenter de 1,2 % cette année et de 1,5 % en 2015, estime le FMI qui a publié mardi ses nouvelles prévisions économiques mondiales.

Ce redémarrage sera toutefois très inégal, allant de 0,6 %, pour l'Italie et la Grèce, à 1,7 % pour l'Allemagne et l'Autriche, la France

se trouvant au milieu avec un taux de 1 % en 2014 (et 1,5 % en 2015). Ces nouveaux chiffres du FMI marquent une très légère amélioration pour la zone euro, alors que les pays émergents dans leur ensemble voient leur prévision abaissée de 0,2 point. Au total, la perspective globale de l'économie mondiale demeure soutenue, avec un taux de croissance de 3,6 % en 2014 et de 3,9 % en 2015.

Malgré tout, la zone euro reste en convalescence fragile : six ans après la « grande récession » de 2008-2009 ses performances sont très médiocres. Les États-Unis devaient croître de 2,8 % en 2014 et le Royaume-Uni verra son PIB augmenter de 2,9 %, ce qui en fera

le ruban bleu des pays du G7. « L'assainissement et la reprise dans le sud de l'Europe ne sont pas garantis, spécialement si l'inflation des pays de la zone euro reste faible et vite à la déflation », a expliqué Olivier Blanchard, le chef économiste du FMI, en présentant son nouveau diagnostic mondial. Il estime à 20 % la probabilité de déflation (recul généralisé des prix).

Baisse de taux de la BCE

Après Christine Lagarde, sa directrice générale, qui avait esjoint la BCE d'abaisser ses taux la semaine dernière, le FMI revient à la charge, demandant à la fois « des baisses de taux d'intérêt supplémentaires et des financements bancaires à long

terme (ciblés si possible sur les PME) ». Mais cela ne suffira pas. Il faut que les « pays qui en ont la possibilité » prennent des mesures de relance budgétaire et renforcent leur demande intérieure. L'Allemagne est visée, avec l'excédent de ses comptes extérieurs gigantesque, 7,5 % de son PIB l'an dernier et 7,3 % en 2014. « Réduire les lar- ges surplus persistants aurait des effets induits favorables sur toute la zone euro ; par exemple davantage d'investissements publics en Allemagne, cela renforcerait la croissance à la fois en Allemagne et dans le reste de la région. »

En privé les économistes du FMI usent de termes plus crus : « Il faudrait que les syndicats allemands

fussent leur boulot et demandent de meilleurs salaires ! »

Outre une approche plus dynamique de la part de la BCE et de l'Allemagne, le FMI esquisse un troisième axe : des réformes structurelles pour redynamiser le potentiel de croissance, tombé très bas dans nombre de pays. Il s'agit de « repenser la forme de certains marchés du travail, accroître la compétition et la productivité dans les secteurs non marchands, revoir la taille du secteur public et réexaminer le rôle de l'investissement public », suggère Olivier Blanchard. Une sorte de « new deal » pour l'Europe qui s'apprête à voter et à renouveler son exécutif, à travers la nouvelle Commission européenne. ■